

[Text]

## EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, May 3, 1990

• 1104

**The Chairman:** We are here this morning to hear a witness on Bill C-65. I would like to introduce to the committee Mr. Michael McCracken, President of Informetrica Limited. I think the witness has an opening statement to make before we pass to the question period.

**Mr. Michael McCracken (President, Informetrica Limited):** Thank you, Mr. Chairman. I have prepared a couple of points. You should have available to you a copy of the points. We are here to talk about Bill C-65 and related matters. It is only \$25.5 billion we are talking about, and that is probably why so few are interested.

• 1105

That \$25.5 billion figure is comprised of roughly \$21 billion to meet financial requirements laid out in the last budget, \$1.5 billion related to earnings on our foreign exchange reserves. When we do earn dollars there a concomitant offset in the increase in domestic borrowing is required. Then there is a \$3 billion contingency fund, which was labelled principally for foreign exchange purposes in the government's last budget.

One might ask if this is too much or too little, but we would ask in what circumstances would you need more? If interest rates are higher than those forecast by the government, additional borrowing might be necessary. In the last budget the Department of Finance estimated that an additional \$1.7 billion is required for each percentage point increase in the interest rates.

As well, if economic growth is less rapid, about \$1.2 billion in additional funding is required for each percentage point decrease in economic growth. A report in yesterday's *Ottawa Citizen* said a Department of Finance rule of thumb on inflation was that a 1% lower rate of inflation required an additional \$1 billion in borrowing.

Other reasons may occur. Revenue may be less than was forecast. This has happened on occasion. Again, this would require additional dollars. Special circumstances sometimes result in an unanticipated need for funds—droughts, price shocks and aid to a particular industry, for example fish.

Sometimes these requirements get out of hand if the foreign exchange reserves grow more rapidly than the contingency provided. The rapid run-ups of roughly \$6 billion in each of 1987 and 1988 led to additional borrowing of some \$6 billion. This was necessary to buy U.S. dollars in the foreign exchange reserves.

[Translation]

## TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 3 mai 1990

**Le président:** Dans le cadre de notre étude du projet de loi C-65, nous accueillons ce matin M. Michael McCracken, président de Informetrica Limited. Je demanderais au témoin de faire sa déclaration préliminaire, après quoi nous passerons aux questions.

**M. Michael McCracken (président, Informetrica Limited):** Je vous remercie, monsieur le président. Vous devez avoir reçu une photocopie des quelques points dont je voudrais vous entretenir au sujet notamment du projet de loi C-65. L'emprunt dont il est question ne s'élève qu'à 25,5 milliards de dollars, ce qui explique sans doute le peu d'intérêt qu'il semble susciter.

De ce chiffre de 25,5 milliards de dollars, environ \$21 milliards de dollars serviront à permettre au gouvernement de respecter les engagements financiers pris dans le dernier budget, et 1,5 milliard pour compenser nos opérations de change. Lorsque nous tirons un bénéfice de ces transactions, le montant qu'il nous faut emprunter sur les marchés nationaux en est réduit d'autant. Une réserve pour éventualité de \$3 milliards de dollars est aussi prévue dans le dernier budget pour financer nos opérations de change.

On peut se demander si cette somme est trop élevée, mais il conviendrait plutôt de se demander dans quel cas elle ne suffirait pas à nos besoins. Si les taux d'intérêt augmentent au-delà des prévisions du gouvernement, un emprunt supplémentaire risque de s'imposer. Dans le dernier budget, le ministère des Finances estimait que les besoins financiers du gouvernement augmentaient de \$1,7 milliards de dollars avec chaque augmentation de 1 p. 100 des taux d'intérêt.

Par ailleurs, il en coûte \$1,2 milliard de dollars chaque fois que le taux de croissance économique diminue de 1 p. 100. D'après un article paru hier dans le *Ottawa Citizen*, le ministère des Finances estimerait nécessaire d'emprunter, en gros, un milliard de dollars de plus chaque fois que le taux d'inflation diminue d'un p. 100.

Il est peut-être nécessaire d'emprunter d'avantage pour d'autres raisons. Ainsi, les recettes peuvent être moindres que prévu, comme cela s'est déjà passé une fois. Certaines circonstances exigent parfois l'octroi d'une aide financière imprévue en cas de sécheresse, de flambée des prix ou de mise en oeuvre de programme de soutien à une industrie donnée, comme celle de la pêche.

A l'occasion, la situation échappe à tout contrôle comme c'est le cas lorsque les réserves en devises étrangères augmentent plus rapidement que la réserve pour éventualité. En 1987 et en 1988, parce qu'il nous a fallu acheter des dollars américains pour maintenir nos réserves en devises étrangères, nous avons dû emprunter \$6 milliards de dollars de plus par année.